



*Président* : M. Narciso G. REYES (Philippines).

*En l'absence du Président, M. Brito (Brésil), vice-président, prend la présidence.*

**POINT 43 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche : rapport du Directeur général (fin) [A/8414, A/C.2/L.1144]**

1. M. SOLOMON (Ethiopie) félicite l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche d'avoir su trouver une formule qui lui permette d'intégrer rationnellement ses activités de recherche et ses activités de formation. L'UNITAR accomplit une œuvre très utile, qu'il s'agisse de publications, d'études, de cours de formation, de séminaires ou de colloques. Au nombre de ses publications, les études sur l'aide des Nations Unies pour le développement, l'exode des compétences et le fonctionnement du Conseil économique et social présentent un intérêt particulier pour la Deuxième Commission.

2. L'étude sur les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine intéresse tout particulièrement les délégations africaines, et le chapitre consacré au règlement pacifique des différends en Afrique a suscité une discussion très fructueuse lors d'une récente réunion de diplomates. Les conclusions et recommandations de cette étude contribueront certainement à renforcer la collaboration entre les deux organisations en vue de régler plus efficacement encore les grands problèmes économiques et sociaux de l'Afrique.

3. M. VISESSURAKARN (Thaïlande) dit sa satisfaction de constater que bon nombre des projets envisagés dans les rapports antérieurs de l'UNITAR sont maintenant en voie de réalisation. Depuis sa création, somme toute assez récente, l'Institut a fait des progrès considérables et est maintenant devenu un élément dynamique du système des Nations Unies dans les domaines du maintien de la paix et de la sécurité et du développement économique et social. Il mérite assurément l'appui de tous les pays. La Deuxième Commission se doit, en conséquence, de souligner l'efficacité croissante de l'Institut en adoptant à l'unanimité le projet de résolution A/C.2/L.1144.

4. L'UNITAR a étendu le champ de ses travaux de recherche et étudie maintenant les procédures et le fonctionnement du système des Nations Unies; son étude du

fonctionnement du Conseil économique et social vient à point nommé, et tout porte à croire qu'elle se révélera utile lorsqu'il s'agira de définir avec précision les attributions du Conseil en ce qui concerne l'examen et l'évaluation des réalisations accomplies dans le cadre de la Stratégie du développement.

5. La délégation thaïlandaise approuve tout particulièrement les études sur le transfert des techniques d'exploitation d'entreprise à entreprise et espère que l'UNITAR pourra faire une place plus large encore aux projets et programmes pouvant s'insérer dans le cadre de la Stratégie. La recherche dans le domaine économique revêt une très grande importance du fait que l'objectif par excellence du développement est de donner à l'homme toute sa dignité et de lui permettre de s'épanouir pleinement.

6. La délégation thaïlandaise note avec satisfaction que l'UNITAR veille à réviser continuellement ses programmes et méthodes de formation; cette révision s'est fait particulièrement sentir lors d'un séminaire récemment organisé à Bangkok. Toutefois, elle se demande si l'UNITAR ne multiplie pas exagérément le nombre de ses activités, étant donné que ses ressources sont limitées; elle estime que l'Institut devrait notamment se borner à étudier les activités opérationnelles de l'ONU et laisser aux autres instituts le soin d'effectuer les travaux théoriques en matière de recherche et de formation. Il devrait équilibrer plus judicieusement ses activités de recherche et ses activités de formation, donner à ses programmes un caractère essentiellement réaliste et pratique et décentraliser davantage ses activités de formation.

7. La délégation thaïlandaise exprime l'espoir que les pays développés augmenteront sensiblement leurs contributions à l'UNITAR.

8. M. DERWINSKI (Etats-Unis d'Amérique) estime que des progrès non négligeables ont été accomplis par l'Institut dans trois domaines particulièrement intéressants, à savoir l'intensification des recherches visant à déterminer quelles nouvelles mesures concrètes il y aurait lieu de prendre pour augmenter l'efficacité du système des Nations Unies, les travaux préparatoires en vue de la création de l'école des cadres des Nations Unies et l'examen des faits récents intervenus dans les domaines scientifique et social et des conséquences qu'ils impliquent pour l'avenir des organismes des Nations Unies.

9. La délégation des Etats-Unis se félicite de la réorganisation de l'UNITAR envisagée par le Directeur général, avec l'appui du Conseil d'administration, en vue d'intégrer les activités de recherche et de formation de l'Institut. Elle

appuie également les projets visant à améliorer les procédures et le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies : c'est le cas, en particulier, de l'analyse du fonctionnement du Conseil économique et social, ainsi que des études portant sur la pratique du consensus au Conseil de sécurité et sur les bons offices du Secrétaire général. Elle se félicite par ailleurs de la contribution apportée par l'Institut à l'étude de l'environnement et de ses travaux concernant la pollution de la mer.

10. Quant à l'école des cadres, il s'agit d'un projet qui devrait attirer la coopération des institutions spécialisées ainsi que du PNUD. Le perfectionnement des compétences des fonctionnaires des Nations Unies en matière d'analyse, d'administration et de gestion revêt une utilité particulière à un moment où les besoins ne cessent de croître alors que les ressources dont dispose le système sont des plus limitées. L'UNITAR pourrait utilement se charger de perfectionner les compétences administratives des représentants résidents, des représentants résidents adjoints et autres fonctionnaires du PNUD; cette tâche prendrait une importance nouvelle à la lumière du consensus que vient d'adopter le Conseil d'administration du PNUD. De même, l'UNITAR pourrait aider d'autres fonctionnaires du système des Nations Unies qu'intéresse le développement à appliquer leurs compétences à des domaines tels que l'analyse économique, la mise au point des programmes et des projets, les achats et les rapports d'interdépendance — sinon d'intégration — avec les activités bilatérales de développement.

11. Il est probable que de nombreuses institutions reliées à l'ONU seront peu disposées à se départir de fonctions considérées jusqu'à présent comme leur revenant pour les voir confier à une institution qui ne dépend pas entièrement d'elles. Le Gouvernement des Etats-Unis estime néanmoins que le principe adopté est justifié et que l'Institut doit continuer à jouer le rôle d'un organe central de formation et de recherche du système des Nations Unies.

12. La délégation des Etats-Unis se félicite de la création d'une commission chargée d'étudier les perspectives nouvelles de coopération internationale. Elle la conçoit comme un organe central, pleinement représentatif de l'ONU, et qui se placerait dans une perspective telle qu'il pourrait harmoniser les activités de l'ensemble du système.

13. Passant ensuite à des considérations d'ordre financier, M. Derwinski reconnaît la nécessité de mettre au point une nouvelle conception de l'établissement du budget de l'ONU par programme, pour mieux faire ressortir les rapports d'interdépendance des éléments constitutifs du système et éviter ainsi les chevauchements et doubles emplois qui nuisent à son efficacité. Le représentant des Etats-Unis rappelle que son pays a pris en charge un tiers environ du budget de l'Institut depuis sa création; il continuera vraisemblablement à apporter une somme d'environ 400 000 dollars par an, mais il espère que les gouvernements qui commencent tout juste à verser des contributions seront plus généreux et se rendront mieux compte des besoins financiers de l'Institut. Pour ce qui est de l'école des cadres, la délégation des Etats-Unis encouragera les organisations appropriées à effectuer des contributions à l'aide des fonds dont elles disposent au titre de la formation, de manière que le financement de l'école ne vienne pas grever le budget ordinaire de l'ONU.

14. Le représentant des Etats-Unis exprime l'espoir qu'un ordre de priorité sera établi avec le plus grand soin pour les travaux de l'Institut, afin d'assurer l'intensification des efforts dans des domaines déterminés et d'éviter la dispersion des activités qu'entraînerait le refus de procéder à un tel choix.

15. Le Gouvernement des Etats-Unis, conscient des besoins légitimes de l'Organisation des Nations Unies, a toujours contribué généreusement aux projets dignes d'être encouragés. Dans cette tradition, il continuera à accorder son appui à l'UNITAR, tout en espérant que l'Institut recueillera des contributions de sources plus nombreuses et plus variées, et il continuera à s'intéresser à la manière dont l'Institut s'acquitte de sa tâche ainsi qu'à son efficacité administrative.

16. M. KUMI (Ghana) note avec satisfaction que, au cours de l'année qui vient de s'écouler, l'UNITAR a multiplié considérablement ses publications en matière de recherche. Il mérite tout particulièrement des félicitations pour ses études sur les possibilités de créer une école des cadres pour les organismes des Nations Unies et sur les nouvelles formes que pourrait prendre la coopération internationale, ainsi que pour ses nombreux cours de formation.

17. En janvier 1971, le Ghana a accueilli le Colloque régional des Nations Unies pour l'Afrique dans le domaine du droit international, ce qui a donné aux Ghanéens l'occasion de suivre de près les travaux de l'Institut. Il va sans dire que le Gouvernement ghanéen versera, comme d'habitude, sa contribution au financement de l'Institut.

18. Rappelant que sa délégation figure au nombre des auteurs du projet de résolution dont la Commission est saisie, M. Kumi exprime l'espoir que celui-ci sera adopté à l'unanimité.

19. M. PRAGUE (France) félicite l'UNITAR de la qualité de ses travaux et note avec plaisir qu'en plus de ses activités courantes l'Institut est maintenant associé à des projets plus ambitieux portant notamment sur la création éventuelle d'une école des cadres, d'une commission chargée d'examiner les perspectives nouvelles et d'une université internationale. Il convient de louer l'UNITAR des efforts qu'il déploie en vue d'intégrer davantage ses activités de recherche et ses activités de formation. Etant donné toutefois que ses ressources sont très limitées, l'Institut devrait s'attacher à choisir judicieusement les sujets sur lesquels doivent porter ses activités. Plusieurs écueils sont à éviter à cet égard : l'UNITAR devrait veiller à ne pas devenir introverti en concentrant par trop ses activités sur l'étude des rouages du système des Nations Unies; il ne devrait pas se laisser tenter par des sujets trop brûlants qui mettraient en jeu l'équilibre nécessaire entre les divers organismes de l'ONU; enfin, il devrait éviter les doubles emplois, comme c'est le cas par exemple pour ses études sur l'environnement ou sur la pollution.

20. En ce qui concerne les grands desseins de l'UNITAR, le représentant de la France estime que le projet de création d'une école des cadres assurera à la fonction publique internationale une homogénéité et une efficacité plus grandes. L'Institut fait preuve de réalisme lorsqu'il prévoit,

pour cette école, une période de rodage de quelques années; comme le représentant du Royaume-Uni, le représentant de la France espère toutefois que le Directeur général de l'UNITAR sera en mesure de donner à la Commission quelques précisions supplémentaires, notamment sur les aspects financiers du projet. Le représentant de la France déclare qu'il appuie le projet d'amendement du Royaume-Uni tendant à ajouter au dispositif du projet de résolution A/C.2/L.1144 un paragraphe 4 portant sur le projet de création d'une école des cadres.

21. En ce qui concerne le projet de création d'une commission qui serait chargée d'étudier les perspectives nouvelles, le représentant de la France estime que, par ce projet, l'UNITAR comble une lacune grave dans le système des Nations Unies. Certes, il convient de donner à cette commission le caractère multidisciplinaire envisagé, mais il serait utile de fixer un thème précis pour chaque session afin que les débats ne se réduisent pas à une suite de monologues sans lien.

22. En ce qui concerne le projet de création d'une université internationale, le représentant de la France réserve ses observations sur le fond de la question.

23. M. Prague est heureux de pouvoir annoncer que, pour l'exercice 1972, son pays versera pour la première fois une contribution à l'Institut; il faut y voir un gage de l'estime dans laquelle il tient l'UNITAR.

24. M. MIHAI (Roumanie) félicite l'UNITAR de toutes ses activités, qu'il s'agisse de recherche ou de formation. Ces activités se sont considérablement élargies en 1971, et il faut espérer que l'Institut pourra continuer à progresser dans la promotion de certains des objectifs fondamentaux des Nations Unies.

25. Certes, l'Institut fait bien de multiplier ses formes d'activités et le nombre des domaines et des sujets à aborder, mais il devrait veiller à éviter les doubles emplois, notamment dans la recherche, où ils sont les plus fréquents.

26. Au nombre des tâches que l'Institut envisage d'entreprendre, le représentant de la Roumanie approuve tout particulièrement le projet de création d'une commission qui serait chargée d'examiner les principales tendances mondiales de l'évolution scientifique et sociale qui ont des incidences sur le système des Nations Unies, de voir comment l'ensemble des institutions internationales pourrait y réagir, et de suggérer des méthodes de coopération internationale.

27. Quant à la réalisation pratique des activités futures de l'UNITAR, et notamment la nécessité de déblayer de nouveaux champs de coopération liés aux conditions propres aux différents pays, le représentant de la Roumanie est d'avis que, tout en poursuivant une collaboration permanente avec les organismes des Nations Unies, l'Institut devrait accorder plus d'attention aux possibilités offertes par le contact avec les hommes de science et les centres nationaux de recherche des pays intéressés.

28. M. LISSOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) note que la communauté internationale, qui devient

de plus en plus nombreuse, cherche à développer la coopération internationale et doit donc notamment assurer une meilleure coordination dans les activités des différentes subdivisions du système des Nations Unies tout en maintenant les dépenses au minimum. Or la masse de documents, les innombrables réunions et la pléthore de fonctionnaires internationaux coûtent de plus en plus cher. Comme les activités de l'UNITAR sont directement liées à tous ces problèmes, les Etats Membres de l'ONU portent à cet institut un intérêt croissant. La délégation soviétique, qui a suivi attentivement les activités de l'UNITAR et participé activement à un grand nombre de décisions, a examiné avec intérêt le rapport du Directeur général de l'Institut à la vingt-sixième session de l'Assemblée générale. La déclaration du Directeur général a également été riche en conclusions pratiques.

29. Il faut se féliciter de la grande diversité des activités de l'Institut. La recherche, qui porte notamment sur des problèmes concrets tels que la migration internationale de spécialistes qualifiés des pays en voie de développement vers les pays développés, y occupe une place importante. L'UNITAR organise également la coopération entre les divers organismes des Nations Unies et s'efforce d'améliorer les moyens de formation des fonctionnaires du Secrétariat et des diplomates. La délégation soviétique note avec satisfaction que les séminaires de l'UNITAR reflètent l'intérêt que les pays en voie de développement portent à l'étude du régime socialiste et des liens économiques entre les pays socialistes et les pays en voie de développement. D'ailleurs, les Etats membres du CAEM fournissent une aide économique et technique à près de 60 pays en voie de développement. Les participants à un séminaire sur la formation des cadres qui s'est tenu à Moscou ont appris que 12 000 étudiants originaires de 100 pays en voie de développement étudiaient dans les établissements d'enseignement des pays socialistes.

30. L'activité de l'UNITAR est sans nul doute positive et utile, grâce au rôle de ses fonctionnaires et de son directeur général. Cependant, quelques critiques pourraient être utiles pour l'avenir.

31. En premier lieu, les activités de recherche de l'Institut portent sur des sujets trop variés. Cette prolifération des travaux est due en partie à des forces extérieures, et le Conseil d'administration devrait aider l'UNITAR à limiter le nombre des sujets, afin de lui permettre d'approfondir ses travaux et donc de formuler des conclusions et des propositions importantes en vue de développer l'activité des organismes des Nations Unies.

32. En deuxième lieu, un examen attentif révèle des chevauchements inadmissibles. Beaucoup des sujets de recherche prévus sont étudiés par d'autres organismes des Nations Unies, parfois plus compétents dans ce domaine particulier que l'UNITAR. Ainsi, par exemple, la Commission du droit international, composée d'éminents juristes et travaillant en coordination avec le Service juridique du Secrétariat de l'ONU, est plus compétente pour étudier la question du règlement pacifique des différends. De même l'AIEA, qui compte de nombreux spécialistes, est mieux à même d'étudier elle-même le système de garanties de l'AIEA.

33. En troisième lieu, l'Institut pourrait accroître l'efficacité et la qualité de ses travaux par une coopération encore plus grande avec les organismes des Nations Unies et les instituts de recherche nationaux.

34. Enfin, il faudrait améliorer la qualité des activités de formation de l'UNITAR, et pour cela accorder plus d'importance au contenu des séminaires et des cours et les organiser avec plus de soin. Ainsi, il n'y a eu que 26 participants au programme de formation en matière de diplomatie qui s'est tenu à Dakar. La raison n'en est pas un manque d'intérêt pour la diplomatie de la part des pays en voie de développement, mais ou bien une déception devant le programme proposé ou bien un défaut d'organisation, plus précisément un mauvais choix des dates et du lieu. L'Institut devrait donc tenir compte de ces éléments dans l'organisation de ses activités de formation.

35. M. JAIN (Inde) fait observer que, si l'UNITAR ne compte qu'une douzaine d'années d'existence, tout le monde s'accorde néanmoins à voir en lui un organe extrêmement utile. Le représentant de l'Inde félicite l'Institut de ses réalisations ainsi que de ses programmes d'activités futures mais exprime l'espoir que, dans l'élargissement de ses activités — notamment celles qui sont prévues au chapitre V du rapport du Directeur général —, l'Institut ne tendra pas à faire une place trop large aux travaux théoriques. L'UNITAR doit veiller à ne pas devenir un institut d'études de plus; il doit s'attacher à orienter ses activités vers les problèmes actuels et les questions dont est saisie l'Organisation des Nations Unies, en tenant dûment compte des activités déjà entreprises par les divers organes des Nations Unies. Il doit en effet éviter toute répétition inutile des efforts.

36. L'UNITAR a l'avantage d'avoir accès à de multiples sources, tant internationales que diplomatiques, ce qui donne à ses activités leur originalité tout en assurant leur utilité du fait qu'elles sont fondées sur l'expérience acquise par les milieux internationaux et les milieux diplomatiques au jour le jour. Le représentant de l'Inde tient à féliciter l'UNITAR de ses séminaires, dont de nombreux Indiens ont bénéficié; il tient à souligner notamment l'utilité des séminaires organisés à l'intention des jeunes diplomates accrédités auprès de l'ONU.

37. En ce qui concerne le projet de création d'une école des cadres, le représentant de l'Inde se réserve le droit de revenir sur cette question tout en se félicitant de la contribution que l'UNITAR a déjà apportée à son étude.

38. Le représentant de l'Inde loue l'UNITAR pour ses travaux sur la question du transfert des techniques; il exprime l'espoir que l'Institut établira une coopération étroite avec le Groupe intergouvernemental du transfert des techniques, à la CNUCED, de manière à éviter tout chevauchement des activités.

39. Les renseignements concernant l'étude de l'UNITAR sur l'Organisation des Nations Unies et les moyens d'information fournis aux paragraphes 83 et 84 du rapport du Directeur général sont extrêmement utiles et intéressants; rappelant que la Cinquième Commission doit examiner à la présente session les activités et le fonctionnement du

Service d'information, le représentant de l'Inde exprime l'espoir que l'étude de l'UNITAR sera bientôt terminée et qu'elle pourra être distribuée aux membres de la Cinquième Commission en temps voulu afin de donner tout son sens à leur examen de la question. Comme la délégation de l'Inde l'a déjà dit maintes fois, il importe que l'Organisation des Nations Unies prenne des mesures de caractère plus positif pour faire connaître ses travaux et ses politiques.

40. En ce qui concerne les études sur le fonctionnement de divers organes des Nations Unies, le représentant de l'Inde estime qu'elles devraient être conçues de manière à pouvoir être utilisées chaque fois qu'une décision doit être prise en la matière. Il semble toutefois que les études sur le fonctionnement du Conseil économique et social paraîtront trop tard pour influencer dans l'un ou l'autre sens la décision que doit bientôt prendre l'Assemblée générale. Le représentant de l'Inde demande au Directeur général de l'Institut s'il ne serait pas possible de distribuer, à titre officieux, un rapport préliminaire sur ces études. Il estime que toute étude relative au fonctionnement de l'un ou l'autre organe des Nations Unies devrait tenir pleinement compte non seulement des possibilités de l'organe en question, mais aussi de la nécessité de répondre à l'attente des Etats Membres en la matière, et ne pas se limiter à l'aspect technique du fonctionnement.

41. M. Jain pense, comme le représentant du Brésil, que l'UNITAR devrait faire une place plus large aux problèmes du développement et notamment aux mécanismes nécessaires pour assurer la coopération internationale dans le cadre de la Stratégie, ainsi qu'aux problèmes de coordination des activités des divers organes des Nations Unies. En ce qui concerne le projet de création d'une université internationale, le représentant de l'Inde se réserve de revenir sur cette question.

42. Il estime d'autre part que, dans le cadre de sa réorganisation, l'UNITAR ne devrait pas s'attacher outre mesure à son propre perfectionnement et devrait éviter de devenir un institut de recherche; il devrait au contraire s'efforcer de conserver son caractère propre et, pour cela, faire davantage appel aux talents universitaires et aux diplomates ainsi qu'aux fonctionnaires des Nations Unies qui sont dotés d'une longue expérience.

43. Faisant observer que sa délégation figure au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1144, le représentant de l'Inde espère que la résolution aura pour résultat de faire affluer les fonds afin que l'Institut puisse continuer à mener sa tâche à bien en se concentrant davantage sur la qualité que sur la quantité de ses activités.

44. M. NDUNG'U (Kenya) dit que, dans le rapport du Directeur général, sa délégation s'est particulièrement intéressée aux questions de l'exode des compétences, de l'université internationale et du règlement pacifique des différends. En ce qui concerne la première question, l'UNITAR devrait s'efforcer de formuler des recommandations sur les moyens de lutter contre l'exode des compétences, notamment en procédant à une recherche sur les motivations des personnes qualifiées qui quittent leur pays. Quant à l'université internationale, la délégation kényenne se félicite que le Conseil d'administration de

l'UNITAR soit favorable à l'idée d'une université décentralisée et que l'Institut soit disposé à coordonner son action avec celle d'autres organismes internationaux et à coopérer avec eux en la matière. Toutefois, elle aimerait avoir plus de détails sur la nature exacte de cette décentralisation, sur les incidences financières et sur la participation internationale à cette université. Elle espère que le rapport qui sera présenté à la cinquante-deuxième session du Conseil économique et social lui donnera satisfaction à cet égard. Pour ce qui est du règlement pacifique des différends, les pays africains s'intéressent particulièrement à cette question car les différends ont souvent trait à des problèmes d'intégrité territoriale, problèmes qui se posent souvent en Afrique où deux territoires n'ont pas encore accédé à l'indépendance. La délégation kényenne s'intéresse surtout à la question de la pratique du consensus qui est mentionnée au paragraphe 70 du rapport. Après avoir rappelé les diverses dispositions de la Charte concernant le rôle que doit jouer l'Organisation pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales ainsi que le mode de fonctionnement du Conseil de sécurité, M. Ndung'u estime que celui-ci serait plus efficace sans la pratique du consensus, regrettable du fait que les pays qui ne font pas partie du Conseil de sécurité doivent toujours se plier à la volonté de ses membres permanents. En outre, la pratique du consensus a un effet paralysant sur l'action du Conseil de sécurité, car il est extrêmement difficile de parvenir à des décisions unanimes. La délégation kényenne espère donc que l'Institut poursuivra dans ce domaine des recherches qui permettront de mettre un terme à cette pratique. Par ailleurs, elle appuie sans réserve le projet de résolution A/C.2/L.1144 et désire figurer au nombre des auteurs.

45. M. EREN (Turquie) fait observer que, si le rapport de l'UNITAR figure à l'ordre du jour de la Deuxième Commission, c'est sans doute parce que les ressources des organisations internationales sont de moins en moins en rapport avec leurs besoins et qu'il importe donc d'examiner attentivement l'efficacité de chacune d'elles. En effet, un grand nombre d'organismes sont financés par la même source, et, chaque fois qu'un crédit est affecté à l'un d'eux, c'est au détriment des autres. C'est pourquoi, sans mettre en doute la valeur fondamentale de l'œuvre de l'UNITAR, il faut décider de l'urgence de ses travaux et de son degré d'efficacité.

46. Si le rapport du Directeur général contient de nombreux renseignements concrets, notamment une liste des contributions, il faut regretter l'absence d'une liste des dépenses qui permettrait de déterminer la valeur relative de chaque activité. Par exemple, il serait utile de connaître le coût par participant d'un séminaire. En effet, on ne saurait nier l'intérêt de chaque séminaire, mais il faut comparer sa rentabilité avec celle des autres activités. Plus précisément, il y a lieu de connaître les conséquences à long terme de chaque activité, ce qui, dans le cas des séminaires, soulève le problème du choix des participants et des animateurs des débats. M. Eren sait par expérience personnelle qu'un institut de recherche est toujours tenté d'entreprendre une foule d'activités, toutes intéressantes en soi, mais pas nécessairement valables à long terme. Il faut pour cela d'abord choisir un sujet intéressant et prioritaire, ensuite évaluer avec précision les chances de succès et les moyens

de la recherche, et enfin veiller à la qualité, qui est en fait indispensable dans la recherche.

47. Passant à la question des publications, M. Eren se demande qui les reçoit et il est heureux de lire au paragraphe 46 du rapport que les travaux en cours ont suscité un intérêt considérable auprès des experts nationaux et des milieux universitaires, ce qui constitue à son avis un critère de leur valeur. De même, il se félicite du paragraphe 48 du rapport, tout en espérant que l'expression "milieux officiels des Nations Unies" englobe également les missions qui, grâce à leur longue expérience, peuvent contribuer utilement aux travaux de rationalisation des procédures.

48. Enfin, le représentant de la Turquie, examinant la partie du rapport intitulée "projets et activités", en approuve les trois premiers points. En effet, le travail accompli par l'UNITAR en vue d'améliorer le fonctionnement de l'ONU constitue la principale justification de la création de l'Institut, et il a personnellement pu en apprécier la qualité au Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale. De même, on ne saurait contester l'importance d'un renforcement des relations du système des Nations Unies avec les organisations de jeunesse, et il est heureux que l'UNITAR ait abordé cette question. En revanche, le règlement pacifique des différends est étudié de façon systématique par un grand nombre d'institutions depuis le temps de la Société des Nations. Etant donné ses ressources limitées, il semble que l'UNITAR ne devrait pas s'engager aussi dans ce domaine. Les mêmes remarques s'appliquent également aux points 6, 7, 9, 10 et 11. Ainsi, l'étude sur l'exode des compétences fait double emploi avec des travaux de l'UNESCO. Par ailleurs, l'Organisation internationale du Travail étudie systématiquement les questions de formation des cadres en associant la recherche théorique et l'expérience pratique. D'autres projets font double emploi avec des activités du PNUD ou d'institutions spécialisées. De plus, le rapport mentionne beaucoup de séminaires et de journées d'études. On peut craindre que leur grand nombre ne nuise à leur efficacité. En conclusion, si l'UNITAR s'acquitte avec succès de fonctions indispensables dans le système des Nations Unies, l'expérience montre qu'il faut s'efforcer constamment d'éviter les chevauchements, de mieux sélectionner les questions et les priorités, de veiller davantage à la qualité et d'établir des règles plus strictes pour l'application pratique des résultats.

49. Mme THORSSON (Suède) présente quelques brèves observations sur deux importantes activités de l'UNITAR qui se sont développées depuis l'année précédente. Il s'agit d'abord de la mise au point d'un projet complètement nouveau intitulé "Perspectives nouvelles de coopération internationale", dans le cadre duquel il a été décidé de créer une commission qui serait chargée d'aider l'Institut à attirer l'attention des organisations internationales sur les grands problèmes. La délégation suédoise souhaiterait que la Commission proposée ne se contente pas d'établir un certain nombre de modèles fondés sur les perspectives actuelles, mais parte de la nécessité d'établir un ordre nouveau, dont les générations futures de toutes les régions du monde pourraient bénéficier. La Commission pourrait aussi dans ce contexte préciser la façon dont l'ONU



pourrait devenir efficacement le porte-parole de la communauté internationale.

50. Mme Thorsson relève une deuxième activité importante de l'UNITAR, à savoir l'étude de l'UNITAR sur la possibilité de créer une école des cadres des Nations Unies. L'initiative tendant à créer une école des cadres des Nations Unies mérite d'être soutenue, d'une part, parce que la qualité des travaux s'en trouvera améliorée et, d'autre part, parce qu'il pourra en résulter un échange fructueux d'informations entre représentants de différentes organisations. Mme Thorsson note qu'il est indispensable que les cours de l'école des cadres soient en harmonie avec des travaux analogues exécutés par d'autres membres du système des Nations Unies.

51. Après quelques paroles élogieuses sur les cours de formation et les séminaires organisés par l'UNITAR, Mme Thorsson souligne que l'UNITAR peut aider les pays en voie de développement à atteindre les objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, en organisant des séminaires qui feront mieux connaître aux fonctionnaires les problèmes et les techniques liés aux achats internationaux. La Suède encourage et finance ces séminaires car elle se rend compte que les pays en voie de développement sont défavorisés par l'aide liée, qui entraîne une augmentation des prix d'au moins 15 p. 100, mais ne savent comment organiser différemment leurs achats sur le marché international.

52. La délégation suédoise est tout à fait favorable à la réunion des chefs d'instituts qui s'occupent de planification, de formation et de recherche et elle encourage l'organisation d'une division rationnelle du travail entre ces institutions.

53. Mme Thorsson annonce en conclusion que le Gouvernement suédois a décidé d'augmenter sa contribution à l'UNITAR pour l'exercice fiscal suédois 1971-1972, la faisant passer de l'équivalent de 50 000 couronnes suédoises à l'équivalent de 300 000 couronnes suédoises.

54. M. AMIRMOKRI (Iran) est heureux de noter que, malgré l'insuffisance de ses ressources financières et l'effectif limité de son personnel de recherche, l'UNITAR a développé ses activités. Il souligne l'intérêt particulier que sa délégation porte aux études entreprises par le Département de la recherche sur l'exode des compétences. En effet, ce problème prend des proportions alarmantes dans certains pays en voie de développement, où la pénurie de personnel qualifié constitue un obstacle majeur au développement économique et social. Deux études sur ce sujet ont déjà été publiées par l'UNITAR, et une étude multinationale des raisons de migration des spécialistes qualifiés des pays en voie de développement est en cours. La délégation iranienne note avec satisfaction que le rassemblement des données en vue de l'établissement de l'étude multinationale a été effectué non seulement dans un certain nombre de pays en voie de développement, dont l'Iran, mais également dans cinq pays développés qu'intéresse le phénomène de l'exode des compétences.

55. M. Amirmokri fait observer que les études de l'Institut portant sur le transfert des techniques d'explo-

tation d'entreprise à entreprise présentent aussi un intérêt indiscutable, la dépendance technologique des pays en voie de développement étant une des causes essentielles de leur retard. De même, les études sur le fonctionnement du Conseil économique et social, les études sur les procédures et l'organisation de l'Assemblée générale et cinq autres études entreprises par l'Institut afin d'augmenter l'efficacité des organismes des Nations Unies et d'éliminer le double emploi et la dispersion des activités retiennent l'attention de la délégation iranienne.

56. Pour ce qui est des activités de l'Institut dans le domaine de la formation, la délégation iranienne considère qu'elles sont extrêmement importantes. Elle estime que les membres de la mission permanente iranienne qui ont participé à ces programmes en ont tiré profit et suggère que l'UNITAR essaie de déterminer le degré d'utilité pratique pour tous les participants de ces programmes de formation.

57. M. Amirmokri annonce que le Gouvernement iranien a décidé de continuer à apporter un soutien financier à l'Institut en 1972, sous la forme d'une contribution supérieure à celle de l'année en cours, et il demande à tous les pays qui sont en mesure de le faire d'accroître leur contribution à l'Institut.

58. En conclusion, il annonce que l'Iran est coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1144 et recommande son adoption unanime.

59. M. MOLINA DUARTE (Venezuela) se félicite des efforts déployés par l'UNITAR pour réaliser les objectifs qui lui ont été assignés et il appuie toutes les initiatives prises par l'Institut dans ce sens, notamment en ce qui concerne les publications, la création de l'école des cadres des Nations Unies et les perspectives nouvelles de coopération internationale.

60. En ce qui concerne les publications, la délégation vénézuélienne souligne que l'objectif recherché est d'assurer une diffusion aussi large que possible et de faire en sorte que les publications aient un caractère universel. Pour atteindre ce but, il est indispensable de mieux faire connaître les travaux de l'Institut dans les divers pays et de permettre ainsi aux organismes publics et privés d'en tirer parti. Comme la délégation vénézuélienne l'a déjà fait observer l'année précédente, il conviendrait d'utiliser au maximum la langue espagnole dans toutes les publications et études qu'effectue l'Institut, pour que les pays de langue espagnole puissent en profiter au maximum.

61. Concernant les séminaires régionaux qu'organise l'Institut, M. Molina Duarte souligne qu'il convient notamment de s'assurer que les participants soient de même rang ou occupent des fonctions similaires dans leur pays d'origine, afin de faciliter les travaux et de mieux tirer parti de l'expérience des boursiers. Ces séminaires doivent être organisés selon le principe d'une répartition géographique équitable, afin de permettre aux pays en voie de développement d'avoir accès à toutes les possibilités qu'offre dans ce domaine la coopération internationale.

62. La délégation vénézuélienne constate avec plaisir que les activités de l'école des cadres des Nations Unies

commenceront en principe en 1972. Le perfectionnement des fonctionnaires des organismes des Nations Unies ne pourra qu'être utile aux pays en voie de développement, qui reçoivent une assistance des institutions spécialisées. Il est excellent que, dans un premier temps, les travaux de l'école s'effectuent dans divers pays en voie de développement : cette formule permet de respecter le principe de la décentralisation des activités des Nations Unies tout en donnant au personnel et aux experts des institutions spécialisées la possibilité de mieux connaître les réalités politiques, économiques et sociales des pays en voie de développement.

63. Examinant ensuite la question de la politique générale de l'UNITAR, le représentant du Venezuela appelle l'attention sur trois points qui, selon sa délégation, devraient être pris en considération par l'Institut lors de l'établissement de ses programmes de travail pour l'avenir. En premier lieu, il convient d'assurer une coordination aussi étroite que possible avec les autres organes des Nations Unies et les organisations régionales, en continuant à tenir des réunions communes avec d'autres instituts de recherche du système des Nations Unies et en intensifiant les rapports avec les instituts de recherche privés, qui devraient coopérer plus largement aux activités de l'Institut. En second lieu, il convient d'insister sur l'importance de la programmation des activités annuelles ou biennales. La délégation vénézuélienne estime, à ce propos, que la présentation du programme de travail futur de l'UNITAR dans le domaine de la recherche, de la formation et des publications serait d'une plus grande utilité si elle s'inscrivait dans le cadre de la programmation établie de concert avec les représentants résidents du PNUD, avec la participation de tous les organismes des Nations Unies. Enfin, en ce qui concerne les problèmes du développement, la délégation vénézuélienne approuve les observations faites par le Directeur général au chapitre de son rapport relatif aux perspectives nouvelles de coopération internationale. Il convient de reconnaître l'importance du rôle que jouent ces problèmes dans les activités futures de l'Institut. Il importe donc de poursuivre les études visant à analyser et à évaluer les problèmes qui se posent dans des domaines tels que le transfert de la science et de la technique, l'exode des compétences, la mise en valeur des ressources de la mer, le financement extérieur, la coopération technique, les aspects de l'intégration économique régionale et sous-régionale et, d'une manière générale, toutes les recherches visant à assurer la réalisation des objectifs de la Stratégie internationale du développement énoncée dans la résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale.

64. La délégation vénézuélienne, qui figure parmi les auteurs du projet de résolution portant sur ce point de l'ordre du jour, espère que la Commission adoptera ce texte à l'unanimité.

65. Après avoir félicité le Directeur général de l'UNITAR sur son rapport, M. BABA-GANA (Nigéria) dit quelques mots d'appréciation sur le travail qu'a accompli l'UNITAR en dépit d'un personnel limité. Il est heureux de noter que l'effort de l'UNITAR se répartit plus harmonieusement entre les différentes régions.

66. La délégation nigériane reconnaît la grande importance, pour les fonctionnaires africains et autres, des

programmes de formation et des séminaires organisés par l'Institut. Elle est favorable à la proposition de M. Richard Symonds, représentant de l'UNITAR en Europe, tendant à ce que l'école des cadres des Nations Unies fasse bénéficier ultérieurement de ses services les fonctionnaires nationaux, ainsi que les fonctionnaires d'organisations non gouvernementales (voir A/8414, par. 41).

67. Dans le domaine de la recherche, la délégation nigériane attribue une grande importance à l'étude sur l'Organisation des Nations Unies et les moyens d'information, qui aidera le système des Nations Unies à résoudre le problème que pose la mobilisation de l'opinion publique au cours de la décennie et au-delà.

68. Après avoir encouragé les Etats Membres et les fondations privées à augmenter leurs contributions à l'UNITAR, M. Baba-Gana recommande à la Commission l'adoption unanime du projet de résolution présenté par le représentant du Brésil et dont la délégation nigériane est l'un des auteurs.

69. M. N'DIAYE (Sénégal) félicite le chef Adebo de son exposé clair et précis et du travail qu'il a accompli à la tête de l'UNITAR. La délégation sénégalaise est heureuse que Dakar ait été choisi comme siège du séminaire de formation de base des jeunes, mais déplore que ces cours aient lieu en dehors de toute contribution de la diplomatie sénégalaise, celle-ci étant très active dans le domaine de l'intégration régionale et ses efforts ayant abouti à des résultats concrets qui mériteraient d'être connus et expliqués à des jeunes diplomates africains. La délégation sénégalaise reconnaît cependant que la direction de l'UNITAR s'efforce d'améliorer les méthodes de formation de jeunes diplomates.

70. Pour ce qui est de la recherche, les efforts de l'UNITAR portant sur la question du règlement pacifique des différends lui semblent particulièrement dignes d'appui. L'étude du financement des voies navigables internationales retient également l'attention de la délégation sénégalaise, qui souligne la nécessité d'entreprendre sans tarder l'étude des voies navigables des pays en voie de développement pour permettre aux gouvernements intéressés de prendre les mesures voulues. M. N'Diaye recommande en conclusion à l'UNITAR d'éviter les doubles emplois et regrette, d'autre part, que l'étude sur la navigabilité des cours d'eau n'ait été éditée qu'en espagnol.

71. M. HALÁSZ (Hongrie) présente quelques observations relatives au rapport et à l'exposé liminaire du Directeur général de l'UNITAR. Le document sur le financement des voies navigables internationales et sur le transfert des techniques d'exploitation d'entreprise a entrepris retient spécialement son attention. M. Halász reconnaît également l'utilité des travaux de recherche entrepris par l'Institut en ce qui concerne le règlement pacifique des différends internationaux. Il fait observer à cet égard que l'ONU pourrait contribuer bien davantage à la normalisation de la situation internationale et au règlement des problèmes internationaux de caractère urgent, et que l'UNITAR devrait approfondir davantage ses travaux de recherche sur la sécurité internationale.

72. M. Halász se félicite que les activités de l'Institut se concentrent de plus en plus sur les analyses opérationnelles

et l'efficacité du système des Nations Unies. Il ressort malheureusement du rapport que l'Institut a des projets trop ambitieux et qu'il lui faudrait ajuster ses activités croissantes non seulement à ses moyens financiers, mais aussi aux projets de l'ONU en général.

73. Abordant la question de l'étude sur la réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil économique et social, toujours en préparation, M. Halász regrette qu'elle n'ait pas été achevée au moment de la cinquante et unième session du Conseil économique et social.

74. M. AUBAME (Gabon) dit que sa délégation est consciente des relations qui existent entre l'action formatrice de l'UNITAR et la solution des problèmes de cadres dont souffrent particulièrement les pays en voie de développement.

75. Après avoir noté avec intérêt la création de l'école des cadres, M. Aubame déplore la brièveté des séminaires qui ne permettent que d'effleurer certains problèmes, mais estime que les programmes de l'UNITAR correspondent à un besoin réel.

76. M. Aubame dit en conclusion qu'il appuiera le projet de résolution A/C.2/L.1144.

77. Mlle BENNATON (Honduras) présente quelques observations sur les diverses activités de l'UNITAR. Le fait que le nombre de publications sur la recherche a considérablement augmenté et qu'un projet nouveau intitulé "Perspectives nouvelles de coopération internationale" a été mis sur pied lui semble d'un intérêt particulier.

78. La délégation hondurienne aimerait savoir sous quelle forme sont diffusées les publications de l'UNITAR, qui seraient certainement très profitables à divers ministères et centres d'enseignement du Honduras. Mlle Bennaton note avec regret que le séminaire de l'UNITAR sur les principaux problèmes de coopération technique et financière et le séminaire régional sur les techniques et procédures d'assistance technique des Nations Unies n'ont eu respectivement que 17 et 32 participants, alors qu'ils auraient pu être utiles à de nombreux fonctionnaires.

79. Elle souligne l'intérêt que présentent les projets de recherche, tant pour les pays en voie de développement que pour les pays industrialisés. La délégation hondurienne déplore l'exode des compétences dont souffrent les pays en voie de développement et suggère que l'UNITAR entreprenne une étude sur la façon dont pourraient être éliminés les dommages qui en résultent.

80. Les activités de l'Institut liées à la Conférence sur l'environnement sont particulièrement intéressantes. Quant au nouveau projet de recherche intitulé "Perspectives nouvelles de coopération internationale", il semble très prometteur.

81. Mlle Bennaton dit en conclusion qu'elle appuiera le projet de résolution contenu dans le document A/C.2/L.1144.

82. M. CAVIGLIA STARICCO (Uruguay) félicite le Directeur général de l'UNITAR de son intéressant exposé et

se dit satisfait de son rapport. Soulignant quelques points de ce rapport, il est heureux de constater que l'UNITAR a su profiter au maximum des ressources limitées dont il dispose. La délégation uruguayenne reconnaît la grande utilité que présentent pour les pays en voie de développement les cours de formation de base dans le domaine de la diplomatie, le programme interrégional dans le domaine de la coopération technique et financière et les programmes régionaux sur les techniques et procédures d'assistance technique des Nations Unies. La création d'une école des cadres des Nations Unies retient également l'attention de la délégation uruguayenne.

83. Dans le domaine de la recherche, les études sur les procédures de l'Assemblée générale et le fonctionnement du Conseil économique et social lui semblent importantes. La délégation uruguayenne, jugeant nécessaire de faire participer dès que possible les jeunes aux travaux des organismes des Nations Unies, s'intéresse spécialement à la partie portant sur les organisations internationales de Genève et le système des Nations Unies. La question de la migration internationale de spécialistes qualifiés des pays en voie de développement vers les pays développés retient également son attention. Enfin, se référant à l'Organisation des Nations Unies et aux moyens d'information, le représentant de l'Uruguay estime que l'UNITAR a un grand rôle à jouer en ce qui concerne l'information des masses sur l'œuvre des Nations Unies.

84. Il souligne, d'autre part, que l'université internationale que l'on se propose de créer pourrait coordonner et harmoniser les activités des institutions existant dans le monde entier. Il attribue une importance particulière à la commission mentionnée au chapitre V du rapport et qui serait chargée "d'examiner les principales tendances mondiales de l'évolution scientifique et sociale qui ont des incidences sur le système des Nations Unies et de voir comment l'ensemble des institutions internationales pourraient y réagir".

85. M. Caviglia Staricco annonce que son pays apportera, compte tenu de ses possibilités, une contribution initiale à l'UNITAR au cours de l'exercice actuel. Il dit en conclusion qu'il appuie le projet de résolution A/C.2/L.1144, qui correspond à l'opinion de l'Uruguay sur l'Institut.

86. M. SULEIMAN (République arabe libyenne), félicitant l'UNITAR et son directeur général de leurs réalisations, fait observer que son pays a participé largement aux activités de formation de l'Institut, ainsi qu'il ressort du rapport.

87. La question du transfert des techniques aux pays en voie de développement revêt une grande importance pour ces pays car elle doit leur permettre de répondre aux besoins immédiats de leur développement économique et social. L'UNITAR mérite la reconnaissance de ces pays pour les huit études qu'il a établies sur cette question, notamment pour l'étude relative à l'industrie pétrochimique à laquelle la délégation libyenne s'intéresse tout particulièrement. Il serait souhaitable que l'UNITAR diffuse largement toutes ses études sur le transfert des techniques aux pays en voie de développement.



88. Rappelant qu'il a déjà maintes fois souligné la nécessité d'établir des instituts scientifiques et des instituts de recherche et de créer dans les pays en voie de développement, en matière d'environnement, les conditions nécessaires à l'absorption des techniques modernes, M. Suleiman attire l'attention sur le point 21 du chapitre IV du rapport de l'Institut, où il est question de la collaboration entre l'UNITAR, les universités et les instituts de recherche. M. Suleiman insiste sur la nécessité, pour l'UNITAR, d'établir une collaboration toute particulière avec les universités et instituts de recherche des pays en voie de développement du fait de leur connaissance approfondie des conditions locales.

89. M. Suleiman se félicite de constater que l'UNITAR s'occupe activement de la question de l'exode des spécialistes des pays en voie de développement vers les pays développés étant donné que cette question prend actuellement un caractère inquiétant. Le Gouvernement libyen envisage la possibilité d'organiser un séminaire qui serait chargé d'examiner la question de la migration du personnel professionnel arabe et de rechercher les moyens d'arrêter cette tendance et d'encourager les migrants à retourner dans leur pays. M. Suleiman exprime l'espoir que l'UNITAR sera en mesure d'aider son gouvernement à organiser ce séminaire.

90. M. Suleiman estime que l'UNITAR pourrait jouer un rôle constructif en matière de formation aux activités maritimes, à l'intention des pays en voie de développement. S'ils disposaient du personnel compétent nécessaire, ces pays pourraient exploiter les immenses ressources de la mer. L'UNITAR pourrait, par exemple, organiser des cours de formation, octroyer des bourses, entreprendre des études et contribuer à la création d'instituts de recherche maritime dans les pays en voie de développement. Il va de soi que la collaboration du PNUD et d'autres organisations internationales intéressées serait nécessaire en la matière.

91. En tant que coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1144, la délégation libyenne exprime l'espoir qu'il sera adopté à l'unanimité.

92. M. CAVAGLIERI (Italie) souligne le grand intérêt que porte sa délégation à l'UNITAR et se plaît à souligner la valeur des réalisations de l'Institut en matière de recherche et de formation. Les fonctionnaires italiens qui ont participé aux séminaires organisés par l'Institut à l'intention des diplomates peuvent témoigner de la parfaite organisation et du niveau élevé de ces séminaires.

93. Le représentant de l'Italie exprime l'espoir que l'UNITAR pourra élargir encore le champ de ses activités, mais qu'il saura concentrer son attention sur les domaines qui ne font pas déjà l'objet des activités d'autres organismes. Il convient donc qu'il établisse un contact plus étroit avec les autres organes des Nations Unies.

94. Il va de soi que le Gouvernement italien continuera à participer au financement de l'UNITAR. M. Cavaglieri déclare que sa délégation votera en faveur du projet de résolution A/C.2/L.1144.

95. M. FLEMING (Argentine) estime que les séminaires de l'UNITAR sont extrêmement importants et utiles et il

félicite le Directeur général et son personnel de leur compétence. Les activités de l'Institut tendent à établir de meilleurs rapports entre les organisations internationales et les divers pays, d'une part, et l'ONU, d'autre part. Par ailleurs, les publications de l'Institut sont précieuses. La délégation argentine votera pour le projet de résolution.

96. Le chef ADEBO (Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche) exprime sa reconnaissance aux membres de la Commission pour toutes les observations qu'ils viennent de formuler; celles-ci seront résumées et feront l'objet d'un document qui sera mis à la disposition des membres de l'Institut et de son conseil d'administration.

97. Il regrette que le rapport ne soit pas plus précis en ce qui concerne l'école des cadres; cela ne veut pas dire que ce projet a été élaboré hâtivement car, encore que celui-ci soit récent, l'idée de créer cette école est déjà assez ancienne. D'autres organismes de l'ONU, en particulier le CAC, des personnes qui ont déjà dirigé des écoles de cadres et des experts ont été consultés à ce sujet. Il s'agit en fait d'un projet de l'ensemble des organismes des Nations Unies, car d'autres organismes estiment nécessaire de l'entreprendre. Le PNUD s'intéresse particulièrement à ce projet et le Directeur général rappelle que, dans son rapport<sup>1</sup>, M. Jackson a dit que le PNUD avait besoin d'une école de formation. Le lieu où sera installée l'école sera déterminé lors de la deuxième phase du projet; elle ne sera probablement pas établie à New York mais en Europe, où se trouvent la majorité des instituts avec lesquels elle doit coordonner son action. Quant à son organisation, le chef Adebo n'a pas jugé nécessaire de l'exposer en détail au stade actuel; un comité de gestion est en voie de constitution; il comprendra des experts et des représentants d'institutions. En ce qui concerne l'aspect financier, il tient à souligner que rien ne sera fait tant que l'on ne disposera pas de fonds suffisants; ceux-ci devraient être fournis par le système des Nations Unies lui-même car il est normal qu'il finance la formation de son personnel. Au cours de la première année, le coût s'élèvera approximativement à 600 000 dollars; on prévoit que le PNUD fournira 200 000 dollars, et l'Organisation devrait également fournir 200 000 dollars. Quant aux institutions spécialisées, elles ont annoncé que, n'étant pas immédiatement en mesure de fournir des fonds, elles offriront des services en personnel estimés à 200 000 dollars. Répondant à la critique formulée au sujet de l'insuffisance de renseignements d'ordre financier, le chef Adebo dit que, lors de sa dernière réunion, le Conseil d'administration de l'Institut a approuvé un budget précis et que, par conséquent, il est en mesure de répondre aux membres qui désirent plus de détails dans ce domaine. Quant aux reproches formulés en ce qui concerne la rentabilité, l'Institut étudie constamment cette question; il est impossible d'établir un système parfait. D'autre part, le chef Adebo pense que le budget de l'Institut relève davantage du domaine de son conseil d'administration que de la Commission. Il appelle l'attention du représentant de l'Union soviétique sur la première partie de son rapport où est exposé le problème auquel l'Institut doit faire face.

<sup>1</sup> *Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement*, publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.I.10.

Celui-ci continuera à faire des économies, à utiliser au mieux les minces ressources dont il dispose et à s'efforcer de limiter ses demandes de ressources au minimum. En ce qui concerne les doubles emplois, l'Institut fait également de son mieux pour les éviter, mais le chef Adebo pense que certains sont inévitables. Tous les organismes des Nations Unies souhaitent que l'Institut poursuive son action dans le domaine du transfert des techniques, et celui-ci coordonne ses travaux avec ceux de la CNUCED. Dans le domaine de l'environnement, le Directeur général donne l'assurance que l'Institut s'efforce d'éviter les doubles emplois, même avec les organismes qui ne font pas partie des Nations Unies; par ailleurs, les organismes des Nations Unies qui s'occupent de cette question estiment que les travaux de l'UNITAR sont utiles et, en particulier, le secrétaire général de la Conférence sur l'environnement a accueilli avec satisfaction l'étude que l'Institut a établie sur cette question. Pour ce qui est de la recherche dans le domaine du règlement pacifique des différends, l'UNITAR a recours à du personnel extérieur à l'Organisation. Par ailleurs, la Commission du droit international n'a pas entrepris d'études en la matière et la Cour internationale de Justice a accueilli avec satisfaction certaines des études de l'Institut.

98. Contrairement aux affirmations de certains membres, l'Institut s'efforce d'utiliser l'expérience des fonctionnaires supérieurs et en particulier des diplomates dont il peut s'assurer les services, car ses études sont avant tout orientées vers l'action. Il s'efforce d'être aussi représentatif que possible et, à cette fin, bien que cela soit très difficile, il essaie de recruter des universitaires dans tous les pays, y compris les pays socialistes. Si certains pays s'estiment insuffisamment représentés, ils en sont en grande partie eux-mêmes responsables. En ce qui concerne la documentation, l'UNITAR peut difficilement faire traduire ses textes par le personnel dont il dispose, et il a donc adressé

un appel aux divers pays pour qu'ils se chargent de certaines traductions.

99. Quant au projet d'université internationale, le Directeur général rappelle que ce n'est pas un projet de l'UNITAR et que l'Institut doit seulement contribuer à sa création. A cet égard, un avant-projet d'un document de l'UNITAR a été présenté au groupe spécial d'experts de l'ONU; le texte définitif est présenté au Conseil économique et social.

100. Le chef Adebo tient à remercier les pays qui versent des contributions à l'Institut, en particulier tous ceux qui s'engagent à augmenter leur contribution malgré leurs difficultés financières.

101. Il souhaiterait que tous les membres du personnel de l'Institut soient associés aux éloges qui lui ont été adressés car ils travaillent avec abnégation et forment une équipe unie qui ne ménage aucun effort pour travailler dans l'intérêt de l'Organisation.

102. Le PRÉSIDENT invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution A/C.2/L.1144. Rappelant que le Royaume-Uni avait proposé à la 1383ème séance d'ajouter un paragraphe au dispositif du projet de résolution, le Président informe la Commission que la délégation britannique vient de lui faire savoir qu'elle n'insistera pas pour que cet amendement soit accepté; elle aimerait cependant qu'il en soit fait état dans le compte rendu analytique de la séance.

*Le projet de résolution A/C.2/L.1144 est adopté sans opposition.*

*La séance est levée à 19 h 10.*